

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1973)
Heft: 239

Artikel: L'AZ, une marchandise au rebut
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1027851>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

● LE STAND DU PORTUGAL (suite)

Sur la conduite des opérations militaires et leur enjeu, M. Caetano est catégorique :

« L'évolution économique et sociale des provinces, le progrès de leurs populations, l'élargissement de leur autonomie, doivent suivre sans fléchir, mais ne peuvent se faire que dans un climat de sécurité que seule peut garantir la présence de nos troupes... » (1969).

« La liberté et l'indépendance des pays d'Europe occidentale se jouent non seulement en Europe,

mais en Afrique. C'est pour cela que nous devons défendre la Guinée. Dans notre propre intérêt, certes, mais aussi dans l'intérêt de l'Europe et même des Amériques. » (1968).

« Il faut encore souligner ce qui, d'ailleurs, est évident : si l'Afrique est perdue pour l'Occident, l'encerclement stratégique se resserrera, les océans Atlantique et Indien échapperont à tout contrôle, de grandes réserves de matières premières se trouveront hors d'atteinte, sans parler de la disparition d'importants marchés potentiels. » (1960).

Ces libérateurs « manipulés par Pékin »

En guise de conclusion à ce « reportage », les mouvements de libération manipulés, selon M. Caetano, par la Chine et les pays de l'Est :

— *Angola* : MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) le plus ancien mouvement, dirigé par Aghostino Neto, et FNLA (Front national de libération de l'Angola) dirigé par Roberto Holden. Ces deux mouvements ont un commandement unifié depuis 1972.

UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) créée en 1966, dirigée par Jonas Savimbi.

Chacun de ces mouvements affirme avoir libéré une partie importante du territoire.

— *Mozambique* : FRELIMO (Frente de Liberação do Mozambique) fondé et dirigé par Eduardo Mondlane (assassiné à Dar-es-Salan en 1969), actuellement dirigé par Samora Machel. Affirme avoir libéré un quart du territoire.

— *Guinée-Bissau* : PAIGC (Parti africain de l'indépendance de la Guinée et du Cap Vert) dirigé par Amílcar Cabral. A libéré les deux tiers du territoire. Cabral allait proclamer l'indépendance lorsqu'il fut assassiné en janvier 1973 à Conakry.

Mais il y a loin des déclarations d'intention (collaboration avec les syndicats dans un système de journal faitier, nouvelle coordination, participation rédactionnelle accrue à la gestion) à la réalité de la presse d'opinion. Le puissant UDC, ex-PAB, bernois le sait bien, qui perdait sa tribune traditionnelle, la « Neue Berner Zeitung », cette année encore, et qui sur la base de cet échec déconseillait ces derniers jours, dans un service de presse aux accents tristement ironiques, au Conseil fédéral de s'engager dans l'« aventure hasardeuse » du subventionnement de l'AZ.

Et en fait le poids politique de la chaîne des quotidiens socialistes suisses-allemands (Zurich et Oberland zurichois, Arbon, Winterthour, Saint-Gall, Schaffhouse, Bâle, Olten et Aarau) n'a pas pesé bien lourd dans la décision des Imprimeries

coopératives zurichoises de cesser de soutenir « Zurcher AZ », et par là même de mettre en danger toutes les éditions cantonales de l'AZ, tributaires des pages communes élaborées par la rédaction centrale et des apports publicitaires négociés pour l'ensemble des publications de la chaîne.

C'est d'une marchandise qu'il a été question dans les délibérations du conseil d'administration des Imprimeries coopératives, une marchandise qui se vendait de plus en plus mal (1 million de déficit prévu pour 1973, davantage pour 1974), une marchandise qui ne représentait pas plus de 20 % du chiffre d'affaires des imprimeries (malgré cet excellent tirage de départ de 50 000 exemplaires). Et la décision est tombée sans appel, sur simple consultation du bilan commercial. La loi, des chiffres, devant laquelle, ni une assemblée générale, ni une rédaction, pourtant protégée par une convention collective stricte sur ce point, ne pèsent bien lourd, elles qui, ni l'une ni l'autre, n'ont été consultées ni averties.

Ces problèmes de gestion seront, à n'en pas douter, au centre des futures négociations si une formule (contribution automatique des membres du parti socialiste zurichois ? quotidien ou feuille périodique distribuée à tout le parti socialiste ? maintien d'un hebdomadaire ?) vient à être trouvée, dans l'enthousiasme général, pour sauver l'AZ.

Pour l'heure, seule la « Tagwacht » échappe au désastre et reste ainsi le dernier « pilier » de la presse socialiste d'outre-Sarine : il est trop tôt pour dire si telle ou telle édition cantonale de l'AZ échappera à la disparition, même si en Argovie ou à Soleure on se montre résolument optimiste.

Ce sujet important a largement alimenté les colonnes de la presse suisse allemande cette semaine. A noter tout de même un écho de la « National Zeitung » signalant que le nom du procureur de l'Etat de Vaud Heim a été prononcé pour le poste de procureur général de la Confédération.

LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

L'AZ, une marchandise au rebut

La parole est aujourd'hui (comme hier) à la « base ». Veut-on vraiment en Suisse allemande d'un quotidien socialiste, voire d'un quotidien de gauche ? Tout en interpellant le Conseil fédéral, pressé d'accorder une subvention aux journaux d'opinion, le parti socialiste zurichois tirait vendredi passé la leçon du naufrage de l'AZ et protestait de sa volonté de sauver la presse de gauche dans un communiqué sans ambiguïté (rappe-lons qu'un congrès sur ce sujet avait été envisagé depuis deux ans et qu'il n'a jamais été convoqué).